

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21609 - 80ÈME ANNÉE

Tribune du PCR

Après la liquidation du « JIR », quelles leçons pour l'avenir des médias écrits réunionnais ?

Au lendemain de la décision de liquidation du groupe médias du « JIR » dont le quotidien papier, le Parti communiste réunionnais publie une tribune sur ce sujet. « Quand le PCR appelle à l'esprit de responsabilité, il veut associer tout le monde à la définition de l'avenir commun. Nul doute qu'une presse participative, mutualiste et solidaire y trouvera son compte », indique notamment cette tribune.

Le 31 juillet 2024, le tribunal de commerce de Saint-Denis a rendu une décision de liquidation du « Journal de l'Île de La Réunion » — quotidien qui paraissait depuis 1951. C'est le deuxième titre réunionnais à disparaître « physiquement » des kiosques après « Témoignages », créé en 1944 et dont la version papier a cessé d'être imprimée en 2013. Et nul doute que « le Quotidien » ne tardera pas à suivre, au vu des difficultés rencontrées récemment. Le tribunal avait du reste anticipé cette situation en s'adressant aux journalistes, le 4 avril : « Maintenant c'est à vous de voir avec le repreneur ce qu'il pourra faire. S'il y a un salut, pour le journal, ce sera par l'effort de chacun. Dans la forme actuelle, c'est un à deux millions d'euros de passifs en plus par an, une impasse totale. ».

Ce fait n'empêchera pas ces différents titres de se maintenir ou de réapparaître sur la toile numérique, improprement qualifiée de « dématérialisée ». Il vient rappeler la très grande fragilité de la presse écrite — et pas seulement à La Réunion — conçue comme média de la civilisation industrielle, depuis la fin du 19^e siècle. Nos sociétés vivent depuis déjà quelques décennies une bascule dans ce que certains analystes appellent « l'ère post-industrielle » et les nombreux bouleversements induits par ce phénomène appellent de véritables changements de paradigmes, qu'il faut anticiper. Et ceci se vérifie dans de nombreux domaines.



Des occasions manquées

Les historiens de la presse constateront sans doute plus tard que, depuis les difficultés posées à « Témoignages en 2008-2013 », les autres titres de la presse écrites ont raté au moins deux fois l'occasion de se réinventer.

La première fois, c'était lorsque « Témoignages » a participé à un projet pour « mutualiser à trois » les coûts d'impression et de distribution, pour faire de nouvelles économies d'échelle. Le projet a capoté.

La deuxième fois, c'est lorsqu'au Tribunal de

Commerce, il leur a été conseillé de fusionner pour continuer à paraître, l'un comme quotidien, l'autre comme magazine hebdomadaire. Là encore, leur manque d'adaptabilité s'est révélé rédhibitoire.

Un nouveau cadre de pensée

Certes, il est facile aujourd'hui d'incriminer leur manque de vision de l'à-venir. Mais ce fait est précisément ce qui doit nous obliger désormais à penser au futur de nos médias écrits. De quelle « presse » allons-nous avoir besoin ? Où vont se trouver les leviers, vecteurs et moyens de sa production ? Quelle va être la place du métier de journaliste dans le bourdonnement continu d'un flux « d'informations » de toutes natures, dominé par les réseaux sociaux ? Pour qui, pour quels enjeux, continuer à faire un journal ?

Ces questions se posent aujourd'hui dans le contexte des bouleversements qui affectent la société réunionnaise comme le reste du monde.

Il y a bien sûr, dans un premier cercle, toutes les questions afférentes au cadre politique et institutionnel étroit dans lequel les forces vives réunionnaises sont de plus en plus étranglées. Mais ce cadre lui-même est soumis à toutes les secousses qui ébranlent l'ensemble des pays industrialisés auxquels nous sommes rattachés. Il n'est que de voir le marasme dans lequel l'Union européenne s'est elle-même plongée...

Tous les paradigmes de la domination de ces puissances historiquement impérialistes sont remis en question et personne ne maîtrise plus rien.

Et lorsque nous voulons tenter d'apporter des solutions aux problèmes — tous imbriqués — qui nous assaillent, il faut s'efforcer de le faire désormais de façon systémique et non pas en les isolant les uns les autres : climat, énergies, ressources, alimentation, transports, éducation et expressions culturelles des peuples, communications, etc.

C'est probablement ce qu'il peut y avoir de plus stimulant pour penser, aujourd'hui, à La Réunion comme ailleurs. Pour ne prendre qu'un seul exemple : l'emploi des jeunes doit être pensé alors que tout le champ social du « travail » est à reconstruire.

Ainsi, la presse comme le reste doivent se réinventer. En effet, le fait de paraître sur internet est aussi fragile que le reste, dépendant d'approvisionnements extérieurs qui peuvent cesser d'un jour à l'autre, ou renchérir dans de telles proportions qu'ils deviendraient inaccessibles.

Concluons que la presse de propriétaires a vécu. Quand le PCR appelle à l'esprit de responsabilité, il veut associer tout le monde à la définition de l'avenir commun. Nul doute qu'une presse participative, mutualiste et solidaire y trouvera son compte !

par Pascale David.

Solidarité avec les salariés du « JIR »

Le SNJ a appris avec tristesse la liquidation du Journal de l'Île après 73 ans d'existence. C'est une perte pour le pluralisme et une catastrophe sociale avec 75 emplois supprimés. Le SNJ exprime sa solidarité avec les 18 journalistes licenciés et se tiendra à leurs côtés pour faire valoir leurs droits.

Cette triste issue révèle une nouvelle fois l'extrême fragilité des médias outremer. Le SNJ a exigé, dans sa contribution aux États Généraux de l'Information, un plan spécifique pour l'information de proximité ultramarine. Dans ces territoires, encore plus qu'en France hexagonale, le risque d'un « désert informationnel » est très élevé.

Le SNJ appelle donc une nouvelle fois les pouvoirs publics à prendre des mesures pour permettre la survie des titres restants et préserver la diversité des opinions, garant du bon fonctionnement de la démocra-

tie.

Cette situation est aussi un défi et une grande responsabilité pour Le Quotidien, dernier représentant de la presse écrite à La Réunion. Le journal, qui a bien failli disparaître il y a quelques mois, a été sauvé de justesse avec la mobilisation sans faille de ses salariés.

Le SNJ, syndicat majoritaire, appelle ses nouveaux dirigeants à être à la hauteur des attentes des Réunionnais. Cela ne pourra se faire qu'en reconstituant une équipe rédactionnelle au complet et en rompant avec la spirale d'ubérisation qui tire la profession vers le bas. Les Réunionnais ont le droit à une presse de qualité, et les journalistes doivent pouvoir vivre dignement de leur travail.

SNJ Réunion

Après l'assassinat du chef du Hamas à Téhéran

Crainte d'une guerre totale au Moyen-Orient largement évoquée au Conseil de sécurité de l'ONU

La Palestine appelle la communauté internationale à empêcher Israël de « nous entraîner tous dans l'abîme » après l'assassinat du chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à Téhéran. L'Iran, accusant Israël de cet acte, a promis de répondre fermement. Lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU), plusieurs pays ont condamné cet assassinat et ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts diplomatiques pour éviter une guerre totale au Moyen-Orient.

L'attaque contre Haniyeh s'est produite moins de 24 heures après qu'Israël ait tué le commandant du Hezbollah, Fuad Shukur, à Beyrouth, prétendant réagir à une attaque à la roquette tuant 12 enfants druzes sur le Golan.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, la Palestine a déclaré que la communauté internationale devait empêcher Israël d'entraîner le Moyen-Orient dans « l'abîme ».

Plus de 30000 morts à Gaza en 300 jours

« Israël est l'opresseur, le bourreau et le meurtrier des Palestiniens depuis des décennies, et il est le destabilisateur de longue date de notre région », a déclaré Feda Abdelhady Nasser, l'observateur permanent adjoint de l'État de Palestine auprès de l'ONU. « Cela doit cesser », a-t-elle déclaré, tout en demandant que les responsables de l'assassinat de Haniyeh ainsi que du « meurtre et des blessures de plus de 130 000 enfants, femmes et hommes palestiniens au cours de ces 300 derniers jours d'horreur et d'enfer à Gaza » soient tenus responsables. « La com-

munauté internationale a un choix à faire », a-t-elle ajouté. « Que ce soit pour la paix et la sécurité. Ne laissez pas Israël nous entraîner tous dans l'abîme. »

L'ambassadeur iranien à l'ONU, Amir Saeid Iravani, a appelé à des sanctions contre Israël, affirmant que l'Iran se réservait le droit de répondre conformément au droit international.

La Syrie et le Liban ont également contesté les justifications d'Israël, accusant ce dernier de prolonger les hostilités et de transformer les attaques en armes contre la région.

Fu Cong, l'ambassadeur de Chine à l'ONU, a déclaré que l'échec de la conclusion d'un cessez-le-feu à Gaza était responsable de l'aggravation des tensions.

Il a appelé les « pays ayant une influence majeure » à éteindre les flammes de la guerre dans l'enclave palestinienne.

Fu Cong a ensuite décrit l'assassinat de Haniyeh comme « une tentative flagrante de saboter les efforts de paix » et a exhorté Israël « à cesser toutes ses opérations militaires à Gaza et à cesser immédiatement sa punition collective du peuple de Gaza ».

La Russie a également décrit l'assassinat de Haniyeh comme « un coup sérieux » pour les négociations de trêve. La France et le Royaume-Uni ont également plaidé pour la retenue, Londres se disant pour la reprise des négociations de paix pour une solution à deux États en Palestine. Les États-Unis, tout en niant toute implication dans l'attaque, ont exhorté les membres influents à exercer une pression sur l'Iran.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Souvnir d'in zistoir kélk 'in la rakonte amwin

Zistoir-la téi éspass dann tan la Rissi té pa loin fèr la révolissyon bolshevik oktob 1917. Kan mi kalkil bien sé in n'afèr noré pu ariv dann inpé toute péi bann ésploitàr i abiz dsi bann zésploité. Si sa téi éspass shé nou noré pi z'ète dann tan lésklavaz, dann tan zangazé, osinonsa dann tan la koloni — dann tan l'avé si tèlman z'abizèr pou maltrète bann zabizé.

Donk oila k'in zour, dann tan-la, in gran famiye russ blan i pass dann in voitir atlé avèk in zoli shoval. Shomin pa larz, é mèm in pé kass-kassé. In famiye moujik — in famiye péizan —, zot ossi zot i marsh dsi shomin é lé bien difissil pou lo voitir bann gran Blan pou dépass azot, mèm kroiz azo. La famiye moujik i sèye dégajé pou libèr la plass pou la voitir passé mé lé pa fassil é opliss zot i bouj opliss zot i gingn pa rouv shomin pou lo famiye russ-blanc.

Lo shèf famiye russ blan lé pa kontan parss sa i fé pèrde ali son tan préssyé é momandoné li di avèk son koshé ansèrv son gran foué pou dégaj shomin. Lo koshé mèm li sé in zanfàn d'moujik li done bon kèr : li tape a gosh, li tape a droite, toute i pass granmoune, fam, zanfàn shakinn i gingn son kantité é kroi amwin pou poiké la poiké.

Lo promyé garsson i oi in galé dsi lo bor shomin, bien blé, bien lour, li ramass sa pou li défann la famiye mé son papa i di avèk li, i fo pa fé sa pars la vi pou nou sar pi possib dsi la tèr bann russ blan. Sé noute déstin d'ète maléré épi maltrété konmsa. Anvoye pa rosh pars nou sar ankor pli maléré apré k'avan.

Lo gran garsson i di pa arien mé li ramass son galé pou lo ka k'in zour li nora pou ansèrvir... Lo tan i pass, i pass, i pass, é lo gran garsson néna touzour son galé avèk li. In zour néna la révolissyon é bann solda l'armé rouz i arète toute bann zésploitàr é bann zabizèr bann moujik la dénonssé.

Sé konmsa k'in zour lo moujik avèk son garsson i oi in sorte défilé é dan la bann, zot i oi lo russ-blanc la fé done azot gran kou d'foué, garoté avèk la shène épi la korde galman. Lo garsson i trape son galé lété touzour avèk li épi li di avèk son papa : « zordi mi sava tir mon vanzanss pars i fo bononm-la i pèye pou lo sharjman kou d'fouète li la fé done anou »

Mé lo papa olèrk ankouraz son garsson dann son lanvi d'vanjanss i di avek li : « lé pa l'èr pou fèr sa zordi ké la révolissyon la fine trionfé. Lèss la révolissyon okipe banna é pou lo galé, zète pa li, ramass ali pars néna myé pou fèr avèk sa ».

A bon antandèr salu !

Justin